

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 20 mai 2024

Le système financier se mobilise face aux inondations dans le Rio Grande do Sul.

Face aux difficultés rencontrées par certains ménages et entreprises pour rembourser leurs dettes après les inondations dans le Rio Grande do Sul, les banques ont subi des répercussions significatives sur leurs bilans. Pour atténuer ces effets, le CMN et la Banque centrale ont approuvé plusieurs mesures. Parallèlement, les banques ont lancé des initiatives pour soutenir les ménages et entreprises touchés par les inondations.

L'activité économique ralentie en mars, mais la performance du 1^{er} trimestre reste encourageante.

L'indice de l'activité économique de la Banque centrale, l'IBC-Br, a reculé de -0,34% en mars. Les données de l'IBRE-FGV rapportent un taux de croissance positif sur le mois, mais inférieur aux performances de janvier et février. Bien que cette tendance suggère un ralentissement de l'activité économique en mars, le 1^{er} trimestre reste positif, porté par la consommation des ménages et les investissements.

Le taux de chômage s'établit à 7,9% en mars.

Le taux de chômage a augmenté de 0,5 p.p. par rapport au trimestre précédent, mais est en baisse de 0,9 p.p. par rapport au 1^{er} trimestre 2023. Malgré l'augmentation saisonnière de la population inactive sur le trimestre, le marché du travail maintient sa dynamique avec une hausse de l'emploi dans presque tous les secteurs d'activité sur l'année, ainsi qu'une augmentation significative du revenu réel moyen du travail.

Graphiques de la semaine : Evolution de la population occupée et inoccupée.

LE CHIFFRE A RETENIR :

-78,4%

La baisse des dépenses fédérales pour la prévention des catastrophes naturelles entre 2013 et 2023, passant de 6,8 Mds BRL à 1,5 Mds BRL (Contas Abertas)

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-1,9%	-5,3%	125 650
Risque-pays (EMBI+ Br)	+1pt	+10pt	212
Taux de change BRL/USD	+0,8%	+5,4%	5,16
Taux de change BRL/€	+0,6%	+4,5%	5,59

Note : Données du jeudi à 9h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Le système financier brésilien se mobilise face aux inondations dans le Rio Grande do Sul.

Le Conseil Monétaire National (CMN) et la Banque centrale (BCB), organes régulateurs des institutions financières au Brésil, ont approuvé plusieurs mesures pour atténuer les impacts des inondations du Rio Grande do Sul (RS) sur le bilan des banques.

L'État du Rio Grande do Sul, situé dans le sud du Brésil, fait face à sa plus grande catastrophe climatique. Des inondations historiques ont causé d'importantes pertes humaines (161 décès, 82 disparus au 22 mai) et dégâts matériels (voir [brèves du 13 mai 2024](#)). De nombreux ménages et entreprises, ayant contracté des prêts avant la catastrophe, se retrouvent désormais dans l'incapacité partielle ou totale de rembourser leurs dettes.

Face à ces difficultés de remboursement, de nombreuses opérations de crédit ont été renégociées pour assouplir les conditions de remboursement. **La BCB et le CMN ont annoncé que ces actifs ne seront pas qualifiés de « non-performants » dans les portefeuilles des banques.** La classification du risque de ces crédits restera identique à celle enregistrée avant le début des inondations. **Sans cette mesure, les institutions financières auraient été confrontées à des exigences accrues en matière de provisionnement de capital.** En temps normal, lorsqu'un emprunteur est en retard de paiement et demande à renégocier ou

restructurer la dette, les banques doivent dégrader la cote de crédit du client et constituer des provisions pour couvrir une éventuelle perte sur cette opération.

Une deuxième mesure concerne les banques qui ont accordé plus de 10% de leurs prêts à des résidents du RS. Ces dernières sont désormais exemptées de constituer leurs réserves obligatoires sur les dépôts d'épargne, libérant ainsi 8,3 Mds BRL (1,5 Md EUR) pour maintenir l'offre de crédit. En temps normal, les banques doivent conserver un pourcentage de leurs dépôts en réserve auprès de la Banque centrale, limitant ainsi les fonds disponibles pour de nouveaux prêts. Cette exemption leur permet de disposer de plus de liquidités pour soutenir les emprunteurs touchés par les inondations, évitant une contraction du crédit qui pourrait aggraver la situation économique dans l'État.

Les banques prennent également des initiatives pour venir en aide à la population du RS. Selon la [fédération des banques brésiliennes](#) (FEBRABAN), les dons du secteur bancaire à l'action « SOS Rio Grande do Sul » et à ses organisations partenaires ont atteint 145 M BRL (26,1 M EUR) au 17 mai. Les banques mènent également des actions individuelles pour faciliter les conditions de remboursements de prêts (renégociation de dettes, allongement des délais de remboursement), faciliter les retraits du fonds de garantie des indemnités de licenciement¹ pour les salariés, et encourager les clients à participer à des campagnes de dons, notamment via la plateforme *Pix*.

Par ailleurs, la BCB et le CMN souhaitent accélérer l'octroi des indemnités aux producteurs ruraux du RS. Le programme de garantie de

¹ Le fonds de garantie des indemnités de licenciement (FGTS) permet aux salariés d'avoir un compte bancaire lié à leur contrat de travail. Il a été créé pour protéger les travailleurs licenciés sans motif valable. En cas de «

calamité publique », les salariés peuvent retirer de l'argent de ce fonds une fois avoir prouvé que leurs logements ont été endommagés par des catastrophes climatiques.

l'activité agricole (Proagro), créé en 1974, permet aux petits et moyens producteurs ruraux de ne pas payer leurs obligations financières liées aux crédits ruraux en cas de pertes liées à des phénomènes climatiques. Pour bénéficier de ces avantages, les pertes doivent être vérifiées sur place par des spécialistes. **Désormais, ces inspections techniques peuvent se faire à distance pour accélérer les procédures d'exonération des obligations financières.**

L'activité économique ralentie en mars, mais la performance du 1^{er} trimestre reste encourageante.

L'indice avancé de l'activité économique de la Banque centrale, l'IBC-Br, a reculé de -0,34% en mars (corrige des variations saisonnières), après avoir augmenté de +0,40% en février. Il s'agit de la première diminution de l'indicateur depuis novembre 2023, plus prononcée que prévu, les prévisions de marché tablant sur une baisse de -0,25%. **En revanche, depuis le début d'année 2024, l'IBC-Br a progressé de +1,08%**, par rapport au trimestre précédent (octobre à décembre 2023).

Selon les données de l'institut brésilien de la Fondation Getulio Vargas ([IBRE-FGV](#)), la croissance économique a enregistré une augmentation de +0,4 % sur le mois (corrigée des variations saisonnières), contre +0,8 % en février, témoignant d'un ralentissement. Sur une base trimestrielle (de janvier à mars 2024), la hausse était de +0,7 %, contre +3,3 % au cours du trimestre précédent. **L'activité économique reste portée par la consommation des ménages**, en hausse de +4,4% depuis janvier 2024, tirée notamment par les services et les produits non durables.

Les investissements (formation brute de capital fixe) ont également contribué à cette dynamique positive, enregistrant une hausse de +3,4% depuis janvier 2024. Cette reprise des investissements, amorcée en début d'année 2024, marque une rupture avec la tendance à la baisse observée l'année dernière. Compte tenu d'un effet de base favorable², l'IBRE-FGV prévoit des résultats positifs pour l'investissement tout au long de l'année 2024.

Les exportations ont progressé de +6,8% depuis janvier 2024. Tous les segments exportateurs ont enregistré une hausse, à l'exception des biens intermédiaires et des biens d'équipements. Les exportations agricoles, moteur de la croissance en 2023, ont fortement diminué en mars 2024. En parallèle, **les importations ont augmenté de +11%, tirées par les importations de services et de biens intermédiaires.** En revanche, les importations de produits des industries extractives ont reculé de -1,8%.

Cependant, la bonne performance économique de début d'année pourrait être perturbée par la catastrophe climatique survenue dans l'Etat du Rio Grande do Sul. Les effets des inondations ne sont pas encore quantifiables, mais les premières estimations suggèrent un impact significatif sur les résultats économiques dès mai 2024 (voir [brèves du 13 mai 2024](#)).

Le taux de chômage s'établit à 7,9% en mars.

Le taux de chômage s'est établi à 7,9% au cours du trimestre qui s'est achevé en mars 2024, selon les derniers chiffres de l'institut national de statistiques brésilien ([IBGE](#)). Le chiffre est en hausse de 0,5 point de pourcentage (p.p.) par

² Avec un taux d'investissement très bas – voire négatif – en 2023, même une augmentation modérée des

investissements en 2024 peut se traduire par un taux d'investissement relativement élevé.

rapport au trimestre précédent (7,4%)³, mais en baisse de 0,9 p.p. par rapport au 1^{er} trimestre 2023 (8,8%). **Le chômage touche ainsi 8,6 M de personnes, soit 809 000 personnes de moins qu'une année plus tôt.**

Sur le plan régional, le nord-est du pays continue d'afficher les taux de chômage les plus élevés, avec un taux de 11,1% au 1^{er} trimestre 2024, tandis que le sud a le taux le plus bas, avec 4,9%.

Le nombre de personnes employées a progressé par rapport au 1^{er} trimestre 2023. La proportion de personnes en âge de travailler ayant un emploi s'est élevée à 57% (100,2 M de personnes), en baisse de 0,6 p.p. par rapport au trimestre précédent, mais en hausse de 0,9 p.p. par rapport à 2023. Le nombre d'emplois dans les secteurs formels et informels de l'économie a diminué de -0,2% et de -1,3% respectivement au cours du trimestre, mais a augmenté de +3% pour le secteur formel et de +1,8% pour l'informel par rapport au 1^{er} trimestre 2023. À noter que **48,6 % des personnes en âge de travailler ayant un emploi sont employées dans le secteur informel**, un pourcentage stable depuis début 2023 mais en nette augmentation par rapport aux années précédentes. Dans le secteur privé, le nombre de personnes employées avec un contrat de travail a stagné sur le trimestre et augmenté de +3,5% sur l'année, atteignant 38 M de personnes. Le nombre d'auto-entrepreneurs est resté relativement stable et s'établit à 25,4 M de personnes. Le secteur public enregistre quant à lui une baisse de -1,5% sur le trimestre et une hausse de +2% sur l'année. Ce dernier emploie 12 M de personnes.

Le secteur des transports, de l'information et communication, des services domestiques, et de l'administration publique ont

enregistré les plus fortes hausses du nombre d'emplois sur l'année. L'emploi dans le secteur des transports a augmenté de +6% par rapport au 1^{er} trimestre 2023. Ce chiffre s'établit à +5,5% pour le secteur de l'information et de la communication. En revanche, l'emploi dans le secteur de l'agriculture a diminué de 3,5% en glissement annuel.

Le revenu réel moyen du travail, toutes catégories d'emploi confondues, est estimé à 3123 BRL (560 EUR) au 1^{er} trimestre 2024, soit une augmentation de +1,5% par rapport au trimestre précédent (3077 BRL) et de +4% en glissement annuel (3004 BRL).

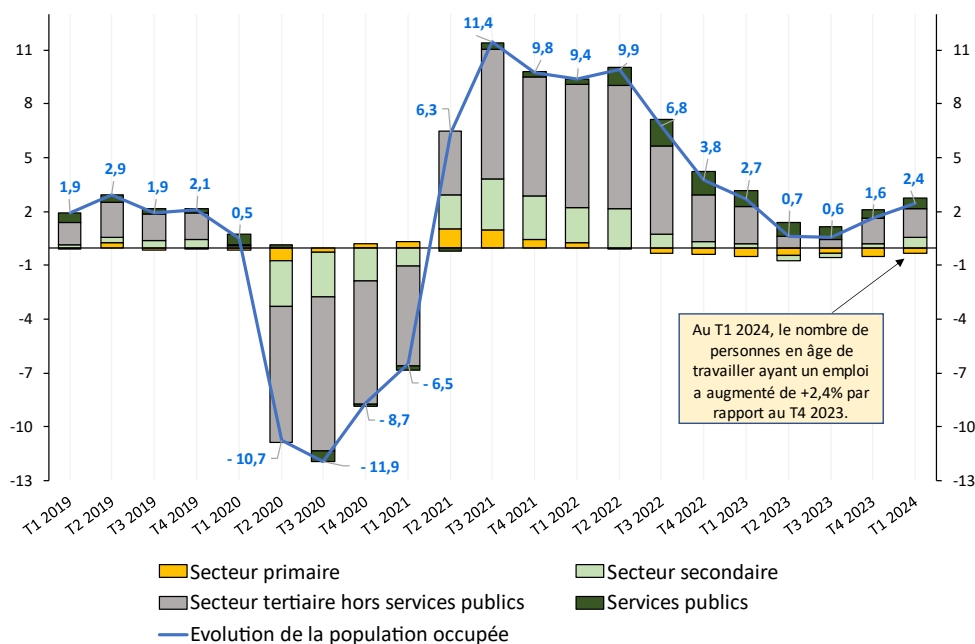
* * *

³ La hausse du chômage au premier trimestre est largement saisonnière. Cette période est caractérisée par de nombreux licenciements, en particulier dans les

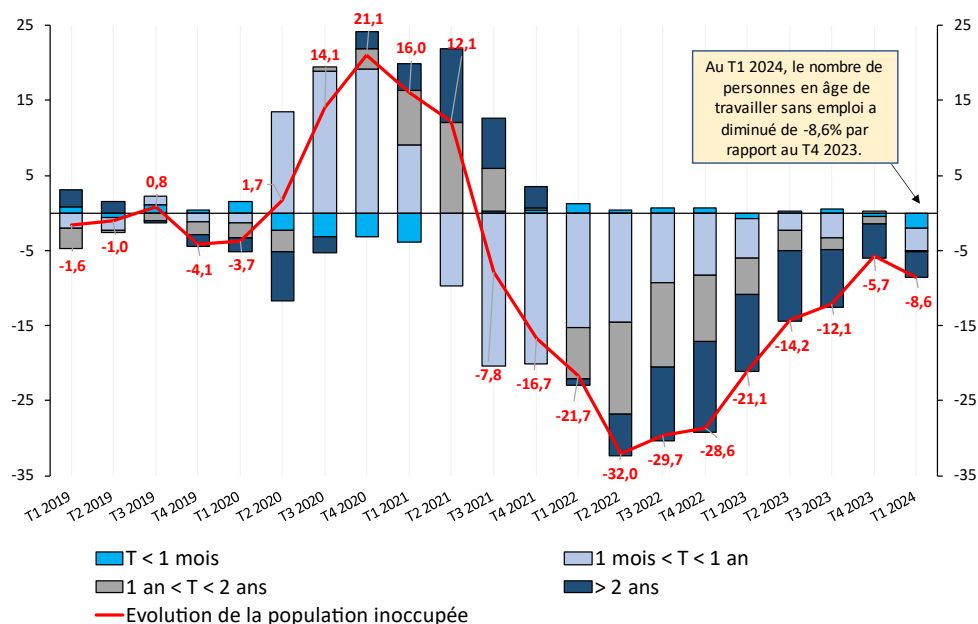
secteurs du commerce, des services domestiques et dans le secteur public.

Graphiques de la semaine

Evolution de la population occupée (% variation trimestrielle entre l'année X et X-1) et contributions sectorielles (p.p.)



Evolution de la population inoccupée (% variation trimestrielle entre l'année X et X-1) et contributions par durée de chômage (p.p.)



Source : IBGE PNAD-C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Sébastien Andrieux (Chef du service économique régional de Brasilia).

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier) et Alice Lebreuilly.

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtrésor.gouv.fr